



PARIS – Maison de la Mutualité – 29 septembre 2009 États généraux de la formation des enseignants

L'objet de ces États généraux était de faire la synthèse des contributions sur la future formation des enseignants, suite à la demande des présidents d'universités et des directeurs d'IUFM, et d'engager un premier débat. Cette synthèse montre qu'il se dégage à présent un nouveau mode de pensée que l'on peut résumer en 7 points :

1. l'abandon des clivages
 - disciplinaire // professionnel
 - théorie // pratique (les gestes du métier ont du sens quand ils sont complétés par la réflexion)
 - savoirs // compétencesCes 3 oppositions ont été dépassées et l'on pense désormais en termes de complémentarité.
2. Le changement de logique
 - La logique traditionnelle vise, à partir des disciplines enseignées, à décider des savoirs exigibles, à établir les programmes et une formation qui prépare au concours. La formation professionnelle est simplement une formation pratique.
 - La logique des États généraux cherche, à partir du métier, à repérer les compétences requises, à construire un programme de formation et à instaurer un concours qui sélectionne. Le concours n'a pas à vérifier les savoirs du Master.
3. Le changement de « modèle »
 - La France avec 3 autres pays fonctionne sur le modèle « consécutif », c'est-à-dire plusieurs années de savoirs académiques suivies d'un temps de formation professionnelle. Nous en sommes au régime du 4 + 1 qui pourrait même devenir du 4 ½ + ½. La partie professionnelle est ainsi toujours insuffisante et le plus souvent réduite à une formation pratique.
 - Il faudrait passer au modèle « simultané » (voire « intégré ») comme l'ont adopté plus de 20 pays de l'OCDE, avec une formation académique et professionnelle qui se ferait en « biseau ». On pourrait envisager des stages dès la licence et passer progressivement de stages d'observation aux stages en responsabilité en passant par la pratique accompagnée. Et les épreuves du concours convoqueraient à la fois l'académique et le professionnel.
4. L'alternance

Pendant les 5 années, la formation académique et la formation dans les établissements scolaires doivent être articulées. Cela suppose une pluralité de formateurs.
5. La recherche

Elle est nécessaire aussi parce qu'elle est formatrice de la professionnalité du métier. Par la méthodologie mise en place, c'est une formation intellectuelle. Mais elle forme aussi sur les savoirs à enseigner.
6. La pensée unique du recrutement

Tous les enseignants ont même dignité. Le recrutement se fait au même niveau et les déroulements de carrière sont équivalents. Toutefois, les métiers sont très différents. Ce n'est pas la même chose d'enseigner en petite section de maternelle ou au CM2, ce n'est pas la même chose d'enseigner en 6^{ème} ou en terminale. Les dispositifs de recrutement pourraient donc être différents, l'architecture du concours pourrait être différente. Il faut éviter le Master « fourre-tout » qui pourrait préparer au concours PE, au concours PLC, à l'agrégation, à la recherche et prévoir en même temps les possibilités de réorientation. Et il ne faudra pas oublier que l'on trouve aujourd'hui de plus en plus de « seconde carrière » dans l'enseignement.
7. La dimension sociale

3 étudiants sur 4 ne seront pas enseignants. Le problème de la réorientation doit être posé. Les universités ont su élaborer des formations scientifiques et professionnelles pour les juristes, pour les médecins, pour les ingénieurs. Ils doivent oser le faire pour la formation des enseignants. Le défi aujourd'hui est de « contribuer à l'unité de la nation en garantissant la mixité sociale des enseignants ».

Table ronde

- Le socle commun qui définit les connaissances et les compétences en fin de scolarité obligatoire, les enquêtes PISA passées à 15 ans, le rapport Aparu, conduisent à s'interroger sur la segmentation actuelle du système éducatif aujourd'hui dépassée. Le découpage « école + collège » - « lycée + licence » - « enseignement supérieur long » paraît beaucoup plus cohérent.
- Opposer « théorie » et « pratique » n'a pas de sens. L'enseignant est toujours dans la théorie et dans la pratique. La question de la formation doit être centrée sur celle de la prise de décision. « Agir dans l'incertitude et décider dans l'urgence » (P. Perrenoud).
- Les universitaires ont longtemps critiqué, voire méprisé, les IUFM. Ils ont longtemps considéré que seul le savoir importait et les IUFM ont été bousculés en permanence.
- La situation actuelle est très paradoxale : les propositions ministérielles sont catastrophiques ; le potentiel de formation est dans l'expectative mais les possibilités existent. Il faut que tout le monde soit convaincu que les perspectives existent.
- L'articulation formation initiale / formation continue est absente des contributions. Et aujourd'hui la formation continue est sinistrée. Il nous faut penser la formation des enseignants tout au long de la vie.
- La mise en concurrence des acteurs ne garantit pas la qualité. C'est un cadrage national et la mobilisation des acteurs qui peuvent y parvenir.

Conclusion

- Ces Etats généraux ont donné l'expression d'une certaine vision de l'université sur la formation des enseignants.
- Si l'on reconnaît l'unité du métier, on sait qu'il se réalise dans des contextes d'exercice différents. Il faut donc penser les formations en fonction des métiers, mais il faut du lien dans la formation et dans le recrutement.
- Il y a un plébiscite pour une formation simultanée, entreprise dès le L3.
- Les masters doivent délivrer des savoirs théoriques, assurer et organiser une formation pratique, installer les futurs enseignants dans une démarche de recherche qui sera à clarifier.
- Les acteurs de la formation sont divers, ils doivent être complémentaires. Il faut une structure qui organise et coordonne l'alternance.
- Même si les tensions sont multiples, la légitimité des enjeux est reconnue et la communauté universitaire a réalisé en 12 mois un travail de maturation particulièrement important.

M. Volckcrick

SI.EN-UNSA Education